

Florence CHENU

Bar-le-Duc, le 28 juillet 2025

Inspectrice

Service Santé Protection animales et Environnement

Réf. : DDETSP55-2025-00898

Code AIOT : 0006204578

SAS SABEST

Rue Lucien Namin

CS 61 022

55 430 BELLEVILLE SUR MEUSE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 juillet 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SABEST

Rue Lucien Namin

CS 61 022

55 430 BELLEVILLE SUR MEUSE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 juillet 2025 dans l'établissement SAS SABEST implanté Rue Lucien Namin CS 61 022 55 430 BELLEVILLE-SUR-MEUSE. L'inspection a été annoncée le 30/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SABEST
- Rue Lucien Namin CS 61 022 55 430 BELLEVILLE-SUR-MEUSE
- Code AIOT : 0006204578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SABEST exploite sur la commune de BELLEVILLE SUR MEUSE un abattoir de boucherie des espèces bovines et ovines d'une capacité de production de 90 tonnes de carcasses par jour.

L'établissement relève du régime d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la directive IED.

Pour la production du froid, l'établissement dispose d'une installation frigorifique qui utilise l'ammoniac.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | fiches de données de sécurité | Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 16 | Sans objet |
| 2 | convention de déversement | Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 25 | Sans objet |
| 3 | contrôles à effectuer | Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 31 | Sans objet |
| 4 | installations électriques | Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 39 | Sans objet |
| 5 | quantité d'ammoniac | Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 41 | Sans objet |
| 6 | formation aux dangers de l'ammoniac | Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 43 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : fiches de données de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 16 |
| Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur. |
| Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits ci-dessous : - deptacid ECM, détergent acide sans phosphore, - deptal MCL, détergent désinfectant, alcalin chloré, - orizon 4153, traitement de l'eau. Les bidons portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : convention de déversement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 25 |
| Thème(s) : Autre, Dispositions relatives à la pollution des eaux |
| Prescription contrôlée : [...] <p>Le déversement des effluents de l'installation vers la station d'épuration collective de Verdun n'est autorisé qu'à la condition pour l'exploitant d'avoir signé avec le gestionnaire de cette station</p> |

d'épuration, une convention de déversement fixant les limites maximales des rejets. Une copie de la convention est transmise à l'inspecteur des installations classées.
[...]

Constats :

Le déversement des effluents de la société SABEST, vers la station d'épuration collective de Verdun est autorisé par une convention tripartite, avec la société SABEST, la collectivité la Communauté d'agglomération du grand Verdun et le délégataire Véolia Eau. La convention est signée, en date du 27 mai 2025, pour une durée de dix ans.

Cette convention a fait l'objet d'un arrêté, en date du 27 mai 2025, autorisant le déversement des effluents de la société SABEST vers la station d'épuration collective de Verdun.

L'arrêté et la convention fixent les limites maximales des rejets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : contrôles à effectuer

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 31

Thème(s) : Autre, Sécurité des installations

Prescription contrôlée :

[...]

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :

- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ;
- Les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que les fluides frigorigènes ou le sang collecté.

Constats :

Tout dysfonctionnement est signalé par un avertissement sonore. Le personnel a pour consigne d'appuyer sur le bouton d'arrêt d'urgence. Le réarmement est pris en charge par les responsables de production.

Des consignes de sécurité sont établies, mises à jour et portées à la connaissance du personnel, au moment de l'embauche, rappelées à J+15 jours de la date d'embauche et à moins de 3 ans ou après une longue absence.

Une fiche de procédure à suivre en cas de fuite (NH3, sang, fluide d'extinction d'incendie) susceptible de contaminer les eaux usées est présente. Un système de déviation des eaux est mis en place afin de stocker les eaux vers l'ancienne fosse à lisier de 300 m³ et l'alerte est donnée à Véolia Eau.

Une astreinte est mise en place de 20 heures à 5 heures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 39 |
| Thème(s) : Autre, Sécurité des installations |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre. |
| Constats : Les installations électriques ont été vérifiées les 08 janvier 2025 et 25 janvier 2024 par la société DEKRA. Les non-conformités sont corrigées par la société EGIL à Longuyon. L'installation est protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : quantité d'ammoniac

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 41 |
| Thème(s) : Autre, prévention des risques vis-à-vis de l'ammoniac |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, y compris celle stockée en réserve, ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation. La quantité maximale d'ammoniac susceptible d'être présente dans l'installation est de 1,1 tonne. Un tableau recense les recharges effectuées depuis 2019, pour les années 2019, 2021, 2022. À noter que pour les années 2023 et 2024, il n'y a pas eu de recharge effectuée. Il y a un stock de deux bouteilles d'ammoniac sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : formation aux dangers de l'ammoniac

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2006, article 43 |
| Thème(s) : Autre, prévention des risques vis-à-vis de l'ammoniac |
| Prescription contrôlée : |

Les équipements de production de froid et de stockage de l'ammoniac sont placés sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.

[...]

Constats :

Cinq personnes ont été désignées récemment à cet effet par l'exploitant : il s'agit de Messieurs David PERIN, Ludovic SANCHEZ, Nicolas LAGRANGE, et Maxime BECK qui ont reçu une formation spécifique adaptée le 11 avril 2024, valide jusqu'au 28 mars 2029. Monsieur Hovsep HOVSEPIAN avait préalablement reçu une formation spécifique adaptée le 12 mai 021, valide jusqu'au 12 mars 2026.

Type de suites proposées : Sans suite